

LA NOUVELLE DONNE NUMÉRIQUE DE LA CULTURE FRANCOPHONE

Claire Bélisle¹

Ingénieure de recherche CNRS en sciences humaines et sociales

Résumé :

Les technologies numériques de l'information et de la communication, en ouvrant largement l'accès aux informations, issues autant des cultures savantes que des cultures populaires, modifient-elles les conditions d'appropriation de la culture et de la langue ? L'étude des modes de recherche de l'information, notamment dans des encyclopédies, des étudiants universitaires, montre qu'un nouveau rapport à l'information et au savoir se met en place, privilégiant la pertinence et l'information mise à jour, au détriment de la notoriété et de la légitimité, traditionnellement liées aux supports, tels livres, revues ou presse. Dans quelle mesure, la langue française peut-elle être le véhicule privilégié de ce nouveau rapport à l'information et aux savoirs, qui émerge dans les pratiques des technologies numériques ? La réflexion proposée ici veut aider à une prise de conscience de la place à prendre par la francophonie dans ce monde numérique en gestation.

Mots-clés :

Rapport à l'information, technologies numériques, culture savante, culture populaire, culture numérique.

Au cours des quinze dernières années s'est produite une transformation sans précédent dans une des dimensions fondamentales de la vie en société, celle de l'information et de la connaissance. Dans la société actuelle, que l'on qualifie volontiers de société de l'information ou de société de la connaissance, l'usage et la maîtrise des technologies numériques non

seulement donnent accès à des quantités inouïes d'informations, mais ces outils sont aussi la source d'une production phénoménale de connaissances tout en fournissant des moyens de gestion et de sélection pour naviguer dans ces univers virtuels. Comment ces nouvelles conditions de développement de la culture, de la langue et des connaissances influent-elles sur l'appropriation des connaissances par les étudiants ? Les technologies numériques de l'information et de la communication, en ouvrant ainsi largement l'accès aux informations, issues autant des cultures savantes que des cultures populaires, modifient-elles les conditions d'appropriation de la culture et de la langue ? La francophonie, en tant qu'ensemble vecteur de culture populaire tout comme de culture savante, est particulièrement concernée par ces évolutions. Avec la valorisation des contributeurs, du partage, le monde du numérique du web 2 met en œuvre aujourd'hui une nouvelle démocratisation des savoirs et de la connaissance. Alors que se développe l'accès à l'information, qu'apparaissent de nouvelles sources de connaissances et que les rapports des étudiants aux savoirs universitaires sont de plus en plus utilitaires, la pratique des outils numériques ouvre de nouveaux espaces de création et de collaboration. Ce texte est une invitation à une prise de conscience de la place à prendre par la francophonie dans ce monde du numérique en gestation.

Une société de la connaissance, c'est d'abord une société qui utilise les outils numériques pour accéder à l'information et à la connaissance. Aujourd'hui, presque toutes les bibliothèques, universitaires, municipales ou spécialisées, ont mis en ligne leur catalogue. Il est ainsi possible, par exemple en France, d'interroger simultanément les catalogues des principales bibliothèques françaises publiques et universitaires avec le Catalogue Collectif de France² (CCFr). Celui-ci permet de chercher une référence parmi plus de 20 millions de documents (imprimés,

manuscripts, sonores, multimédias, électroniques, numérisés, images fixes et images animées). Mais cette façon plutôt traditionnelle de chercher de l'information est de moins en moins sollicitée. Avec l'usage du web, c'est l'accès direct aux textes et aux documents qui devient la norme.

Aussi, trouve-t-on de plus en plus des portails spécialisés donnent accès gratuitement ou moyennant abonnement, à l'ensemble des revues et journaux publiés aujourd'hui. En France, le portail PERSEE³ propose en libre accès les anciens numéros d'une cinquantaine de revues de recherche, principalement de langue française. Revues.org, le portail du Centre pour l'édition électronique ouverte⁴ (CLEO), piloté par la communauté scientifique, offre l'accès gratuit à plus d'une centaine de revues en sciences humaines et sociales. Bien que ces deux propositions résultent d'importantes concertations et négociations avec les éditeurs et imprimeurs des revues diffusées ainsi, l'offre aux usagers reste modeste en comparaison de ce qui est proposé dans le monde anglophone. Parmi les multiples possibilités, on trouve le Directory of Open Access Journals⁵ (DOAJ). Initiée en 2002 par un groupe d'universités du nord de l'Europe, cette initiative, maintenant pilotée par l'université de Lundt (Suède) pour un ensemble international d'universités, donne accès en plein texte à plus de 3 000 revues scientifiques, dont un millier est interrogeable par titre d'article. Ces revues comportent toutes un dispositif de contrôle du contenu par les pairs. Dans cette mise à disposition de documents scientifiques, une volonté d'ouvrir gratuitement à tous l'accès aux sources de l'information et du savoir s'est progressivement imposée. Source de discussions, de litiges et de procès, la question de la reconnaissance et de la rémunération des auteurs est aujourd'hui en débat général pour tous les supports numériques, et suscite des conflits que les autorités politiques, éditoriales et

industrielles essaient de résoudre au profit principalement de ces dernières. Qu'est-ce qui peut le mieux favoriser aujourd'hui le développement, mais aussi le partage des cultures populaires et savantes ? La question est loin d'être tranchée.

L'abondance d'information est maintenant familière aux acteurs universitaires. De nombreuses universités ont mis à la libre disposition des étudiants dans leur ENT (Espace Numérique de Travail) toute une variété d'outils et d'applications, dont, par exemple, l'accès au portail FACTIVA^{®6}. Cette application, spécialisée dans la presse d'affaires, nationale et internationale, donne un accès numérique à près de 10 000 sources de diffusion d'information, dans 22 langues et provenant de plus d'une centaine de pays. Parmi les 192 titres français, on peut trouver Le Monde[©], les Échos[©], l'Express[©], le Figaro[©], Libération[©], Le Progrès de Lyon[©], etc. Avec près 1,8 million d'abonnés, dont 80 % des 500 plus importantes entreprises recensées par Fortune Global[©] dont tous les laboratoires pharmaceutiques dans le monde et dont 82 % des compagnies de transport, ce portail joue un rôle clé dans la façon dont les informations économiques et technologiques circulent. L'utilisateur abonné est invité à configurer le logiciel afin d'obtenir, à partir d'une sélection personnelle de sources, de mots-clés et d'outils de visualisation, une présentation de l'information dont il a besoin. Le logiciel propose aussi des aides permettant, par exemple, de construire et de gérer des taxonomies et des thésaurus (FACTIVA SynapticaTM) ou d'explorer – *data mining* – et de visualiser des informations cachées dans la profondeur des sources (FACTIVA InsightTM).

Ainsi cette marée d'informations se domine en maîtrisant de nouveaux outils cognitifs tels que les taxonomies et les thésaurus numériques. Bien sûr, pour utiliser valablement de tels outils, il faut connaître leur fonctionnement spécifique. Or aujourd'hui, peu de gens vont prendre le

temps de s'approprier l'ensemble de ces outils. La grande majorité des personnes qui recherchent une information va d'abord utiliser un moteur de recherche comme Google[®]. La raison en est sans doute que les créateurs de ce moteur y ont mis des algorithmes de sélection qui rejoignent les critères de la majorité des usagers. Pour le moment, aucun outil n'offre un accès universel à tout ce qui est disponible sur le web. Une simple comparaison de résultats entre différents moteurs de recherche permet de vérifier rapidement que même un moteur aussi puissant que Google[®] ne récolte pas toutes les informations ; et ne propose pas forcément les meilleurs résultats. Pourtant, l'usage des moteurs se développe, car il correspond mieux à la pratique de quête instantanée et interactive des usagers des outils numériques.

Une société de la connaissance, c'est non seulement une société qui se nourrit d'information, mais c'est surtout une société qui sait produire en masse, en série des connaissances. Manuel Castells, sociologue des réseaux, notait très pertinemment : « Ce qui distingue l'actuelle révolution technologique, ce n'est pas le rôle majeur du savoir et de l'information, mais l'application de ceux-ci aux procédés de création des connaissances en une boucle de rétroaction cumulative entre l'innovation et ses utilisations pratiques. Pour la première fois dans l'histoire, l'esprit humain est une force de production directe et pas simplement un élément décisif du système de production. » (Castells, 2002.) L'entrée dans la société de la connaissance ouvre en fait à de tout autres horizons. Alors que nous pensions qu'il suffisait de maîtriser l'informatique, la logique et l'ingénierie pour se repérer avec les outils numériques dans une société de l'information, nous découvrons que ce qui devient primordial, c'est la capacité à interagir avec cette information, à être créateur de sens. C'est ce que souligne l'auteur d'un récent rapport sur l'université numérique en France : « L'arrivée de nouveaux outils de

publication de contenus en ligne (blog) a profondément modifié l'usage de l'Internet ces cinq dernières années. Le succès de la plate-forme Skyblog illustre bien ce phénomène : fin novembre 2007, Skyblog comportait 12,3 millions de blogs. D'une audience passive qui consultait des sites Internet, le Web a basculé dans un univers interactif dans lequel chaque internaute est potentiellement auteur, rédacteur, cinéaste. » (Isaac, 2008.)

Dans un des documents préparatoires au sommet mondial sur la société de l'information qui a eu lieu à Tunis en 2005, document intitulé « Comprendre les sociétés de la connaissance » (UN, 2005), une distinction très importante était introduite. En effet, ce document est organisé à partir de la nécessité de distinguer entre la connaissance explicite et la connaissance tacite. La connaissance explicite, que l'on appelle aussi l'information, renvoie à ce qui est reconnu comme vrai, justifié, c'est-à-dire ce qui est codifié dans un langage formel, standardisé et référencé. Ce type de connaissances peut être associé, stocké, restitué et transmis relativement facilement et par divers moyens, y compris les supports numériques. Par contre, la connaissance tacite est plutôt « un mixte fluide d'expériences cadrées », de valeurs, d'informations contextuelles et d'intuitions expertes qui fournit à l'individu un cadre pour évaluer et intégrer de nouvelles expériences et de nouvelles informations. La connaissance tacite peut se décrire comme de l'information articulée avec de l'expérience en contexte, et soumise à interprétation et jugement. Elle s'acquiert à partir de sa propre expérience ou en réfléchissant à l'expérience des autres. Elle est intangible, sans frontières, dynamique. Elle est hautement personnelle, peu formalisable et difficile à communiquer, ou partager, avec les autres. Les visions subjectives, les intuitions, les pressentiments tombent tous dans cette catégorie de « connaissance tacite ». Le philosophe Polanyi en avait proposé une analyse pénétrante il y a déjà presque un demi-siècle (Polanyi,

1966). C'est cette capacité créatrice de l'être humain, cette capacité qu'a tout individu de pouvoir regarder les mêmes choses que chacun d'entre nous et de penser différemment, qui est aujourd'hui sollicitée et partagée de façon privilégiée dans la société de la connaissance, notamment pour générer l'innovation permanente indispensable aux économies modernes. C'est cette ressource infinie qui circule aujourd'hui dans les réseaux sociaux, qui fait l'objet de construction collective et qui est à la base des formes dominantes d'usage du web.

L'écart s'accroît de jour en jour entre les générations qui ont grandi dans un environnement numérique et celles qui ont dû s'y adapter après avoir terminé leur formation. Cela rend d'autant plus austères les formes pédagogiques à base d'exposés et de conférences qui définissent encore largement les interactions universitaires. Comment les « immigrants du numérique » (Prensky, 2001), que sont les enseignants aujourd'hui, peuvent-ils former avec les technologies du numérique ceux qui ont baigné dans ces environnements depuis leur enfance ? L'expérience du numérique pour ces générations d'étudiants « n'est pas marginale mais centrale dans leur communication, leur langage, leur culture » (Isaac, 2008). Aussi sont-ils particulièrement consentants à ce que toutes les activités humaines s'organisent de plus en plus autour de l'information et de la connaissance.

Au fur et à mesure que la vie quotidienne devient une vaste transaction d'informations, et que les entreprises développent des outils de gestion des connaissances et des bases de données, il devient de plus en plus évident que les écoles et les universités n'ont plus la main mise exclusive sur l'initiation à l'information et la connaissance. Avec les transformations socio-économiques et technologiques en cours, « les connaissances sont reproduites, créées et recombinaées dans des cycles de temps très brefs » (Tuomi, 2005). Les institutions éducatives

peinent à se positionner dans les problématiques actuelles et le centre de production de la connaissance se déplace des lieux académiques vers les entreprises. Le développement et la maîtrise de ces outils se déploient largement en dehors des écoles et des universités, malgré les efforts constatés pour rétablir une égalité des chances en offrant une formation de base à l'usage de ces outils⁷. Avec l'accès universel aux patrimoines culturels des civilisations du monde, avec des outils conviviaux pour éditer et publier disponibles pour tous, l'Internet représente aujourd'hui un réel défi pour les places fortes académiques, quant à leur hégémonie et quant à la ligne de partage entre culture savante et culture populaire.

Une autre évolution importante est le fait que l'information et la connaissance explicite sont de plus en plus recherchées davantage pour leur valeur et efficacité économique que pour leur valeur de vérité. Ainsi que l'écrivait le philosophe Jean-François Lyotard, dans son ouvrage pionnier sur la « condition postmoderne ou la condition du savoir dans les sociétés les plus développées », l'injonction dominante n'est-elle pas : « Soyez opératoires, c'est-à-dire commensurables, ou disparaissent. » (Lyotard, 1979). Alors que l'efficacité et l'utilité deviennent les valeurs dominantes dans la gestion de l'information et de la connaissance, les critères d'appréciation de la connaissance évoluent ainsi que les attentes concernant le rôle des écoles et des universités dans la transmission des connaissances explicites et la formation des « connaissants ». Dans la même perspective, le choix et l'établissement des standards pour valider l'apprentissage et les connaissances échappent de plus en plus aux acteurs de l'éducation et de l'enseignement.

Lorsqu'on regarde l'évolution des technologies numériques et leur intégration dans les activités culturelles, on ne peut qu'être frappé des réticences et du pessimisme de nombreux

professionnels des milieux académiques, éditoriaux et médiatiques. L'année 2007 a été particulièrement nourrie de rapports alarmants sur la lecture, l'édition, la librairie, les bibliothèques, la diffusion, le droit d'auteur, etc. Chacun de ces documents se voulait assorti de propositions judicieuses. Par exemple, le gouvernement français, s'étant ému de la part grandissante des technologies numériques dans la diffusion du son et du cinéma, a réuni un ensemble de professionnels dans une mission de réflexion et concertation sur le sort du livre en 2010. Le rapport sur le Livre 2010⁸ du CNL suggère, parmi un ensemble de mesures, que l'on restaure le Grand prix national des lettres, disparu en 2000, pour cause, entre autres, d'inflation de prix littéraires. Pour sa part, le Sénat français a produit un rapport sur l'avenir de l'édition du livre, sobrement intitulé « La galaxie Gutenberg face au *big bang* du numérique »⁹. On y prône, entre autres recommandations, la remise à l'honneur de la distribution des prix à l'école, une tradition qui permettait aux livres de pénétrer dans les familles, constituant ainsi souvent pour les jeunes l'amorce d'une bibliothèque. Si ces rapports n'ignorent pas le numérique, ils sont de fait élaborés principalement en fonction des industries à base d'imprimerie papier. Ces propositions montrent que leurs promoteurs sont hélas davantage tournés vers un passé à restaurer qu'un avenir à inventer.

Nous commençons à peine à mesurer le rôle décisif que joue l'imprimerie dans notre rapport à la connaissance. Ainsi, lorsque dans ces « appels à la résistance » annonçant la « mort du livre », les auteurs en parlant du livre comme menacé de disparition considèrent que c'est bel et bien le livre comme tel qui est menacé, alors que les faits auxquels ils se réfèrent ne concernent que les livres imprimés. De même, quand on oppose le nombre d'heures largement supérieur qu'un jeune passe devant la télévision, sur Internet ou à envoyer des SMS sur son

téléphone portable, au nombre d'heures passées à lire, ce n'est pas forcément la lecture qui est déficitaire, mais la lecture de documents papier. On retrouve le même amalgame avec les alertes pour la presse qui serait « menacée de disparition », alors qu'il s'agit ici encore de la presse papier.

C'est que l'imprimerie a permis un développement, une diversification et un perfectionnement du livre tel que nous confondons volontiers le livre imprimé avec toute forme de contenu livresque. Correspondant à un contenu stable, permanent, qui a habituellement fait l'objet d'un travail éditorial, par une maison ou une personne ayant acquis une légitimité reconnue, le livre imprimé est perçu comme le stade ultime et définitif du livre. Or ces caractéristiques éminemment souhaitables sont d'abord des caractéristiques du document imprimé sur papier, même si elles sont effectivement aujourd'hui perçues comme des caractéristiques du contenu. Tout contenu, qui est de l'ordre de la pensée humaine, de la connaissance, de la création, peut évoluer, s'adapter, se transformer. Pour le diffuser sur papier, il a été figé à un moment donné. Mais en le diffusant sur un support numérique, on peut restituer à une grande partie des contenus leur caractère foncièrement mobile et évolutif.

De nombreux historiens du livre ont déjà mis en évidence l'importante transformation du livre qui a été initiée dès le début de l'imprimerie. Cette lente révolution, que nous voyons contractée, à travers le prisme des siècles, autorise un parallèle que l'on peut faire avec le numérique. Non seulement l'imprimerie va rendre le livre accessible à un beaucoup plus grand nombre d'individus, mais elle exigera une nouvelle organisation des tâches et des rôles dans la production des livres. Copistes et lecteurs professionnels seront mis progressivement au chômage. De nouveaux personnages, l'imprimeur et puis l'éditeur feront leur apparition. La

présentation des textes entrera dans une évolution lente, mais bien réelle, qui aboutira à une mise en forme toute au service du lecteur, avec le dégagement progressif de blancs dans la page, l'organisation en mots et paragraphes bien visibles et repérables, et l'insertion du titre, du nom de l'auteur, d'un index qui vont se généraliser.

Tout cela ne se fait pas sans susciter crainte et opposition. Les nouveaux livres imprimés étaient terriblement laids, en comparaison des manuscrits qu'ils supplantaient. Ils éveillaient la méfiance à cause de leur anonymat. On craignait les « dégâts » que la lecture pouvait provoquer chez des lecteurs incultes. C'était particulièrement le cas pour la Bible, avec les milles et une occasion pour le lecteur de s'interroger sur le sens des récits bibliques, en dehors de toute initiation à la lecture de textes sacrés.

Est-ce que tous ces problèmes vécus par les lettrés du XVI^e siècle ne nous sont pas terriblement familiers ? Validité de l'information provenant de sources nouvelles, inconnues, anonymes, collectives ? Instabilité des mises à jour ? Absence de formation préalable des lecteurs ? On retrouve là les mêmes questions que celles que soulève aujourd'hui le recours généralisé au web comme source d'information. En rendant possible un accès universel, non modéré, et instantané à un nombre toujours grandissant de documents et d'informations, l'usage des supports numériques transforme le rapport au savoir.

Le cas de l'encyclopédie collective qu'est Wikipédia est particulièrement illustratif de cette problématique. La production collective d'information et son partage démocratique, sans légitimation officielle par les élites, suscitent aujourd'hui encore de nombreuses craintes et réticences. Or qu'est-ce qu'une encyclopédie ? La référence la plus immédiate est le projet des encyclopédistes du XVIII^e siècle, ce siècle des lumières. Robert Darnton, historien américain,

nous apprend dans son livre sur « l'aventure de l'*Encyclopédie* » (Darnton, 1992), que l'*Encyclopédie* fut maintes fois interdite parce qu'elle tendait à détruire les autorités en place, comportait de nombreuses erreurs scientifiques, plus de la moitié des textes étaient anonymes, et Diderot disait même au bout de vingt-cinq ans de travail que l'*Encyclopédie* était une monstruosité. Pourtant, l'*Encyclopédie* de Diderot est au cœur de ce grand mouvement intellectuel, scientifique et critique que seront « les Lumières ».

Les changements de supports modifient les repères, que ce soit dans le contexte d'apprentissage, dans la nature du processus établi avec le savoir, les valeurs et les objectifs de l'apprentissage, avec les méthodes employées dans ce processus. Le développement d'outils numériques est un nouvel espace potentiel de lecture, sans qu'il soit encore possible de dire quelles nouvelles possibilités de mises en sens vont apparaître avec les pratiques. Mais déjà se dessinent de nouvelles modalités d'écriture, faisant appel aux compétences représentationnelles que favorise la visualisation numérique, aux capacités de découverte inductive et à la vigilance sensorielle que sollicitent les jeux numériques. Aussi, plutôt que de la mort du livre, peut-être convient-il de célébrer la libération du livre et du texte, et leur intégration dans une présentation multidimensionnelle.

Les technologies numériques transforment profondément les modes et les temps d'accès, la quantité d'information accessible, la provenance, les sources et les types d'informations disponibles. Une étude de l'usage des ressources numériques par des étudiants universitaires révèle la mise en place de pratiques et de positionnements nouveaux par rapport aux normes académiques (Bélisle *et al.*, 2006). Le recours au moteur de recherche Google[®] domine leur recherche d'information et résulte dans une harmonisation et une simplification des modalités de

recherche d'information sur le web. On peut même parler de standardisation de mode de recherche, avec l'usage généralisé des moteurs de recherche, basé sur une mise à plat des contenus et l'entrée par les mots-clés. La grande diversité et la richesse des arborescences thématiques sont peu connues ou comprises, l'entrée thématique étant perçue comme arbitraire quant au contenu auquel elle donne accès.

Si la recherche dans des documents papier exige des démarches ayant un coût réel en temps et aussi financier, ces obstacles semblent disparaître lorsque le sujet est devant un écran d'ordinateur relié au réseau : le très grand nombre de références présentées lors d'une recherche sur le web crée une forte impression de franchissement de barrières : c'est « le savoir à portée de tous ». Icône de la fiabilité des informations, l'encyclopédie sur le net devrait représenter une bonne alternative aux besoins d'informations des usagers universitaires. Or c'est l'inverse qui semble se produire. Les encyclopédies sont délaissées si elles ne présentent pas des caractéristiques de segmentation du savoir en faits et données, de mise à jour, et d'accès instantané et direct par mots-clés. Le contexte numérique semble inviter les étudiants à se lancer dans la navigation sur le web, tout en cherchant de nouveaux repères de fiabilité et de légitimation qu'exige leur cursus universitaire.

L'impression de « se perdre » dans le web serait due aux caractéristiques inhérentes au réseau, c'est-à-dire, l'absence d'organisation du savoir par rapport aux frontières disciplinaires, la non-linéarité des parcours, qui donnerait l'impression d'un espace très désordonné. La présence d'informations parasites (pubs par exemple) constituerait également un obstacle au positionnement de repères de la part des sujets, suivi de la difficulté ressentie par les étudiants de ne pas savoir jusqu'où le thème recherché a pu être couvert par la recherche effectuée.

La lecture à l'écran est pour les étudiants une forme de lecture différente qu'il leur faut apprendre à maîtriser. Pour le moment, leurs principaux repères viennent de l'univers du papier, mais ils ont conscience que ces repères ne sont plus compatibles avec le web. La cohérence narrative, ou argumentaire, ou esthétique devient à l'écran secondaire par rapport à la valeur informative d'un texte, à sa lisibilité et à son intelligibilité. La lecture à l'écran conduit à privilégier un nouveau formatage des contenus, à la fois dans la forme avec des découpages, résumés et segmentation, et dans le contenu, avec une dominance des éléments synthétiques. Devant la quantité d'information accessible, ils privilégient une lecture de tri et de sélection nécessitant en permanence des jugements de fiabilité et de pertinence. Cette lecture de sélection qui doit devenir très performante, et dont le copier-coller est une partie intégrante, amène à privilégier les documents formatés pour une lecture à l'écran et à délaisser les documents nécessitant une lecture soutenue et en profondeur. Il y a différents types d'encyclopédies et différents modèles économiques. Néanmoins, la nette préférence des étudiants pour les encyclopédies papier atteste qu'ils se repèrent mieux dans ce type d'écrit sur support papier, alors que par ailleurs ils ont conscience d'avoir construit d'autres repères pour naviguer dans l'univers du web.

Les étudiants essaient d'abord de transposer leurs pratiques de recherche issues du papier pour se mouvoir sur le web. Mais très vite les stratégies se modifient. L'on constate ainsi que l'expérience sur le web révèle progressivement aux usagers des « brèches » qui les obligent à construire de nouveaux repères, qui dans un premier temps sont les mêmes que ceux d'une configuration où le savoir est organisé, balisé, délimité par des frontières disciplinaires. Toutefois, à l'ouverture du premier lien hypertexte, l'assurance acquise cède la place à un

sentiment de désorganisation, de perte d'objectifs, d'absence de sentiers pour continuer une démarche qui, néanmoins, se poursuit. Ainsi on constate un cadrage disciplinaire souvent absent, une segmentation et une structuration des contenus en fonction de ce que permet de visualiser une page web, un écran, une diversification des sources avec la fin du monopole académique, des modes de lecture de type forage, transversal et non plus principalement en profondeur.

Parmi plusieurs aspects relevés par les sujets, la question de la fiabilité des données est centrale. Naviguer dans le web suppose des repères à mettre en place de la part des usagers. Le premier de ces repères se réfère aux indicateurs qui permettent d'accorder de la crédibilité aux documents. Malgré toutes les limitations reconnues par les sujets, la grande majorité des usagers fait confiance aux informations recueillies sur le web, à partir de leur propre analyse du matériel récolté, prenant en compte soit la qualité du discours des articles recueillis (qualité de l'argumentation, de l'organisation, informations accompagnées de références, etc.), soit la provenance des articles (sites légitimés, organisations connues et renommées, centres de recherche, universités, associations, etc.). En fait, ils font confiance à la source d'information et moins à l'information elle-même, en essayant de ne pas se fier à la popularité du site comme critère suffisant pour assurer la crédibilité des données.

La francophonie peut-elle être le lieu et le moyen privilégié d'un nouveau rapport à l'information et aux savoirs qui émergent dans les pratiques usant des technologies numériques ? En d'autres termes, dans quelle mesure la langue française peut-elle être le véhicule de la culture qui s'élabore aujourd'hui avec les outils numériques, et qui se joue de la distinction entre culture savante et culture populaire ? Y aurait-il une affinité plus grande de la langue anglaise avec un usage plus démocratique, moins élitiste des savoirs et des connaissances ? Est-il plus facile pour

qui que ce soit d'exercer dans le monde anglophone un droit au savoir et à un savoir qu'il peut comprendre. Le monde francophone devra mettre en place de modes d'entrée, des passerelles, des initiations qui puissent répondre aux attentes de culture et de compréhension s'il veut exister dans le monde du numérique.

Reconnaître que l'information numérique joue un rôle incontournable dans le dispositif éducatif aujourd'hui n'implique pas pour autant que l'on doive plier devant « l'impératif technologique ». C'est un leurre que de penser que la technologie, en elle-même et sans restriction, peut être source de progrès pour l'homme et pour la société. Il s'agit de prendre au sérieux le nouveau contexte informationnel sans céder, comme le dit Ricardo Petrella¹⁰ (2000), au piège de l'éducation au service de la « techno-logie ». Il est déjà possible de repérer quelques enjeux incontournables pour la francophonie : non seulement préserver et transmettre, mais produire des savoirs et des connaissances avec les outils cognitifs d'aujourd'hui qui permettent de penser en profondeur et avec une capacité critique les évolutions contemporaines ; un nouvel équilibre à trouver entre les connaissances explicites existantes, leur appropriation et la création, l'innovation et le partage.

Entre la culture savante, qui renvoie aux connaissances explicites, qui est toute entière imprégnée de science et d'érudition, et la culture populaire qui se définit souvent par sa capacité à plaire au plus grand nombre, une autre culture peut se repérer, qu'on peut dénommer « culture tacite », une culture qui définit tout être humain en tant que créateur et communiquant. La francophonie est et reste un espace culturel privilégié pour dynamiser l'interaction entre connaissances explicites et connaissances tacites, en produisant de nouveaux outils cognitifs pour cette interaction.

NOTES

1. LIRE (Unité mixte de recherche 5611, université Lyon 2 – CNRS); ISH, 14 avenue Berthelot, 69363 Lyon Cedex 07. France.
2. [En ligne], [<http://ccfr.bnf.fr/>].
3. [En ligne], [<http://www.persee.fr>].
4. [En ligne], [<http://cleo.cnrs.fr>].
5. [En ligne], [<http://www.doaj.org>].
6. [En ligne], [www.factiva.fr/fr/].
7. Il faut mentionner ici les travaux importants de mise en place de formation au plan national et européen, avec le B2i (Brevet informatique et internet pour école, collège, lycée/CFA) et le C2i (Certification universitaire informatique et internet) en France; et l'European Pedagogical ICT Licence pour la formation des enseignants, qui a maintenant essaimé largement au-delà de l'Europe.
8. [En ligne], [http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/rapports/barluet/livre_2010.pdf].
9. [En ligne], [http://www.senat.fr/rap/r06-468/r06-468_mono.html].
10. Politologue et économiste, cet ancien haut fonctionnaire de la Commission Européenne, professeur à l'université catholique de Louvain est bien connu pour ses prises de position contre la marchandisation du monde et pour la défense du bien commun.

BIBLIOGRAPHIE

- Bélisle, C., Rosado, E., Saemmer, A., Lecointe, N., Limam, Latifa (2006). « Encyclopédies en ligne : quels enjeux pour le lecteur? », dans G. Chartron et E. Broudoux, *Document numérique et Société*, Actes de la conférence DocSoc, Fribourg 06, Paris, ADBS.
- Castells, Manuel (2002). *La Galaxie Internet*, Paris, Fayard.
- Darnton, Robert (1992). *L'aventure de l'Encyclopédie, 1775-1800*, Paris, Seuil, collection « Points Histoire ».

Isaac, Henri (2008). « L'université numérique », Rapport à Madame Valérie Pécresse, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, [En ligne], [<http://media.education.gouv.fr/file/2008/08/3/universitenumérique22083.pdf>] (10 janvier 2008).

Lyotard, Jean-François (1979). *La condition postmoderne*, Rapport sur le savoir, Paris, Éditions de Minuit, collection « Critique ».

Petrella, Ricardo (2000). *L'éducation victime de cinq pièges : à propos de la société de la connaissance*, Saint-Laurent, Québec, Fides, collection « Les grandes conférences ».

Polanyi, Michael (1958). *Personal Knowledge. Towards a Post-Critical Philosophy*, Chicago, The University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul Ltd.

Polanyi, Michael (1966). *The Tacit Dimension*, New York, Doubleday.

Prensky, Marc (2001). « Digital Natives, Digital Immigrants. A New Way To Look At Ourselves and Our kids », *On the Horizon*, vol. 9, n° 5 (octobre), p. 1-6.

Tuomi, Ilkka (2005). *The Future of Learning in the Knowledge Society: Disruptive Changes for Europe by 2020*, Report for DG JRC – IPTS and DG EAC, Bruxelles.

UNESCO (2005). *Towards Knowledge Societies*, UNESCO World Report, UNESCO Publishing, Paris, [En ligne], [<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001418/141843e.pdf>].

United Nations (2005). *Understanding Knowledge Societies*. In twenty questions and answers with the Index of Knowledge Societies, Report for the World Summit on the Information Society (WSIS) by the Department of Economic and Social Affairs, Division of Public Administration and Development Management, United Nations, New York, [En ligne], [<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/UN/UNPAN020643.pdf>].